

Pandora Papers

2/6

PARADIS FISCAUX


ICIJ INTERNATIONAL CONSORTIUM
of INVESTIGATIVE JOURNALISTS

Après LuxLeaks, SwissLeaks ou les Panama Papers, « Le Soir » vous fait plonger cette semaine dans la boîte de Pandore de la finance offshore, grâce aux Pandora Papers. Les différents volets de cette nouvelle enquête internationale, d'une ampleur totalement inédite, seront publiés jusqu'au samedi 9 octobre dans votre journal.

Les juteux contrats offshore de

L'ex-favori à la présidentielle française a créé deux sociétés qui échappent à l'impôt, au Maroc et aux Emirats arabes unis. Reconverti en superconsultant, il facture ses conseils à des chefs d'Etat et des entreprises russes et chinoises. Bilan des opérations : 21 millions de profits détaxés en 5 ans.

X.C. (AVEC « LE MONDE »)

Tiens, revoilà Dominique Strauss-Kahn. Mais le décor a méchamment changé depuis la dernière fois. A plus de 10.000 kilomètres du siège du Fonds monétaire international (FMI), dont il fut directeur général, et du Sofitel de New York, on retrouve DSK en plein désert arabe au milieu des dunes de sable rouge et des dromadaires. Enfin, ce n'est pas lui en chair et en os, mais plutôt la société commerciale internationale qu'il a discrètement créée le 3 avril 2018, à Ras Al-Khaimah, l'un des sept Emirats arabes unis, qui fait tout pour mériter ses galons de paradis fiscal. Privé de ressources en hydrocarbures, ce territoire a tout misé sur un taux d'imposition nul doublé d'un culte absolu du secret pour attirer le chalant et faire concurrence à son voisin Dubaï.

Ce qui a déjà séduit l'ex-favori à la présidentielle française. Car DSK y a récemment domicilié une société offshore, Parnasse Global Limited (en référence au mont Parnasse, où résidait le dieu de la beauté Apollon dans la mythologie). Il en est l'unique actionnaire et directeur, comme l'ont découvert nos partenaires français du *Monde* et de *Premières Lignes* (Cash Investigation) au sein du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ).

Les coudées franches au Maroc

DSK a fait appel aux services du cabinet SFM, basé à Dubaï, pour mettre en place cette société offshore. Ce fournisseur propose, dans sa gamme de produits, d'ouvrir en quelques heures une

société écran, sans capital minimum, à Ras Al-Khaimah. Avec la garantie d'un impôt nul et d'une confidentialité absolue... jusqu'à ce que les Pandora Papers passent par là.

Officiellement, comme l'assure Dominique Strauss-Kahn au *Monde*, le choix de ce paradis fiscal répond à la volonté d'un important client de la région d'y domicilier ses contrats. Il ne faut y voir aucune volonté d'éluider l'impôt : pourquoi aurait-il déployé tant d'efforts quand le taux d'imposition au Maroc peut être plafonné à moins de 9 % ?

De sulfureux partenaires

Ah oui, il faut préciser que depuis « l'affaire DSK », il y a dix ans déjà, l'homme est parti refaire sa vie au Maroc. Il vit confortablement dans le riad de Tassoulante, au sud de Marrakech. Et y exerce son nouveau métier de consultant, dispensant des conseils économiques à tous les acteurs qui sont prêts à payer son tarif. Il envoie ses factures via une société locale, Parnasse international, constituée en 2013. Dans un premier temps, il est vrai que Strauss-Kahn n'avait pas de réel intérêt à courir vers un paradis fiscal... vu qu'il en avait déjà un à la maison. Sa société marocaine est en effet installée dans la zone franche de Casablanca, où elle bénéficiait de cinq ans d'exonération fiscale. Les premières années, de 2013 à 2018, il n'a donc pas payé le moindre euro d'impôt sur les 21 millions de profits réalisés. Et en 2018, quand ce régime préférentiel a pris fin, il a créé son offshore émiratie. Un pur hasard de calendrier, assure l'intéressé auprès du *Monde*.

Les Pandora Papers offrent également d'intéressants détails sur les activités de cette société marocaine, dont les comptes ne sont pas publiés. Donc sur les recettes que génère la lucrative reconversion de M. Strauss-Kahn. Les magazines *Challenges* et *L'Obs* avaient déjà révélé que ce spécialiste de la finance publique avait conseillé le Togo et le Congo-Brazzaville, deux régimes autoritaires largement endettés et en délicatesse avec le FMI. L'enquête du *Monde* et de l'ICIJ permet d'ajouter un nouveau client étatique à cette liste : le Sénégal. En 2017, le gouvernement de Macky Sall a versé plus de 10 millions de dirhams (près de 1 million d'euros) à Parnasse international.

Mais les missions de DSK ne se cantonnent pas à du « service public ». Il fait aussi dans les gros groupes privés. Il ressort des Pandora Papers qu'il a par exemple signé un contrat avec le géant pétrolier russe Rosneft pour du conseil macroéconomique. 1,7 million d'euros d'honoraires en deux ans, tout de même. A une époque (2016-2017) où le groupe, dirigé par un proche de Vladimir Poutine, était sous le coup de sanctions européennes et américaines. Parmi la liste de ses clients, on trouve encore le chinois HNA, géant de l'aviation en difficulté financière, ou le groupe congolais Orion, spécialiste du trading pétrolier.

Pour les années 2016 et 2017, l'ex-homme fort du PS français a pu se verser une confortable rémunération de 8,9 millions d'euros, en salaire et dividendes. Les affaires offshore de DSK semblent très bien se porter, merci pour lui.



Dominique Strauss-Kahn. © PHOTO NEWS.

KROLL



République tchèque Le Premier ministre et l'opposition vent debout

ADRIEN BEAUDUIN
CORRESPONDANT À PRAGUES

Cela date de 2009, donc le timing est intéressant », a répondu le Premier ministre tchèque Andrej Babis en plein débat pré-électoral dimanche soir, quelques heures après la sortie des révélations sur son achat de propriétés luxueuses en France par l'entremise de firmes offshore. Niant toute manœuvre illégale, il a présenté l'enquête comme un coup de la presse d'opposition. « C'est l'œuvre de notre mafia », a-t-il rétorqué à la modératrice, qui lui faisait remarquer que l'enquête était internationale.

Plus tard, sur les réseaux sociaux, Babis s'est présenté comme une victime, stratégie qui lui a bien servi depuis sa montée en politique en 2013. « Je n'ai jamais rien fait d'illégal ni de mal, mais cela ne les empêche pas d'essayer à nouveau de me diffamer et d'influencer ainsi les élections parlementaires », a-t-il écrit. Lundi matin, devant les journalistes, il a enfin avoué la transaction, mais a jeté le blâme sur l'agence immobilière : « Elle m'a conseillé d'acheter ça par le biais d'un avocat, il n'y a rien d'illégal. »

Moins d'une semaine avant les élections législatives, l'enquête tombe mal pour le milliardaire populiste qui domine la politique tchèque depuis maintenant huit années. Même si ses intentions de vote tournant autour de 25 % se maintiennent et lui donnaient la première place attendue, il ne reste plus beaucoup de partis prêts à s'allier avec un homme traînant autant de casseroles.

« Un schéma servant au crime organisé international »

Du côté de l'opposition, elle espère que l'affaire portera le coup de grâce à celui qui semble imperméable à tous les scandales. « Les gens paient des hypothèques chères, vous sévissez contre les entrepreneurs, vous ne leur pardonnez aucun manquement, et vous, vous utilisez un schéma servant au crime organisé international », a chargé pendant le débat Ivan Bartos du Parti pirate, le meneur d'une des deux coalitions libérales.

Pour les autres figures de l'opposition, le Premier ministre doit prouver que l'argent qui a cheminé par les paradis fiscaux avait été auparavant imposé en Tchéquie. « Sinon, il n'a pas le droit